

735

Mardi 18 avril 1961.

Brésil. Demande de crédits.

Département des finances et des douanes. Proposition du 12
avril 1961 (annexe).

Le Conseil fédéral

d é c i d e

de prendre acte de la proposition du département des finances et
des douanes.

Extrait du procès-verbal au département des finances et des
douanes, au département de l'économie publique et au département
politique.

Pour extrait conforme:
Le secrétaire,

Ch. Ogi

Berne, le

Au Conseil fédéral

Lo.- Bras. 877.3.
Brésil - Demande
de crédits.

Nous avons l'honneur de vous orienter sur ce qui suit:

A. Le nouveau Président du Brésil a désigné deux représentants personnels, avec titre d'ambassadeur, MM. Walter Moreira Salles et Roberto de Oliveira Campos, pour sonder aux Etats-Unis et dans plusieurs pays d'Europe les possibilités pour le Brésil d'obtenir une collaboration financière accrue. Dans l'accomplissement de cette tâche, M. Campos est arrivé en Suisse le 27 mars. Le 28, des discussions ont eu lieu entre sa délégation et une délégation suisse, présidée par M. E. Stopper, Directeur de l'Administration fédérale des finances, et formée de représentants du Département politique, du Département de l'économie publique, du Département des finances et des douanes ainsi que du Vorort. Un déjeuner a été offert à la maison de Watteville par M. Bourgknecht, Chef du Département des finances et des douanes. Le 29, M. Campos et sa délégation ont eu, à Zurich, des entretiens avec des représentants de grandes banques et un bref contact avec les délégués de quelques grandes entreprises de l'industrie des machines. Le 30, il quittait la Suisse pour la France.

B. Selon les explications données par M. Campos, sommaires en raison du peu de temps disponible, le nouveau gouvernement brésilien, sous l'impulsion du nouveau président Jânio Quadros, entend fermement abandonner l'inflation monétaire comme instrument de développement économique. Ce moyen, utilisé à l'extrême par le gouvernement précédent, produirait une augmentation de la tension sociale, un ralentissement des investissements et une aggravation de la balance des paiements, déjà bien mal en point. Il s'agirait maintenant d'instaurer une politique de stabilisation monétaire et de rajustement économique et pour cela, de commencer par freiner, puis arrêter, l'inflation. Un premier pas pour rétablir l'équilibre budgétaire, serait fait actuellement par une compression des dépenses de 30 %. La récente dévaluation partielle du cruzeiro serait une première mesure, appréciable, vers la suppression des cours de change multiples et par conséquent vers l'assainissement si longtemps attendu dans le domaine des changes.

- 2 -

Pour mener à bien le programme d'assainissement et de développement économique du nouveau gouvernement, programme qui, toujours selon M. Campos, est tout autant urgent sur le plan social et politique que sur le plan économique, une assistance financière rapide et importante de l'étranger est nécessaire. Des négociations sont déjà en cours avec le Fonds monétaire international et les Etats-Unis. Mais l'Europe devrait aussi apporter sa contribution, qui doit être considérable.

Dans ce cadre, la délégation brésilienne a exprimé le désir de recevoir de la Suisse les facilités suivantes:

1. une marge plus élevée des crédits courants des banques à l'égard de la banque d'émission brésilienne, à terme de 180 au lieu de 120 jours;
2. un crédit de stand by de 20 millions de dollars, avec une durée de 4 ans;
3. des crédits, sur 15 ans, pour le financement des livraisons de biens d'équipement spécialement importants pour l'infrastructure, du genre du crédit accordé récemment par la Suisse à l'Inde. De tels crédits pourraient-ils être utilisés, en partie du moins, multilatéralement, et aussi pour le financement de travaux locaux?

C. En grandes lignes, la réaction suisse, tant de la délégation officielle que des milieux privés, a été compréhensive mais mesurée. Tout d'abord, nous désirons du côté suisse être mieux renseignés sur la nouvelle orientation et le programme d'assainissement brésiliens. Nous tenons aussi à connaître l'attitude du Fonds monétaire international et des principaux partenaires du Brésil, tels les USA, l'Allemagne, la France, l'Angleterre par exemple. Il importe aussi de nous entendre avec d'autres pays européens pour adopter une ligne de conduite commune qui tienne compte de ce qu'il deviendra toujours plus inévitable d'accorder des facilités de crédits analogues à nombre d'autres pays en voie de développement. Sous réserve d'examen dans ce sens et de réductions des prétentions brésiliennes à une juste mesure, il a été possible d'assurer la délégation brésilienne de tout l'intérêt que la Suisse porte au Brésil et de ses bonnes dispositions en l'occurrence.

La délégation suisse a donné, entre autres explications, les précisions suivantes a propos des demandes brésiliennes:

- ad 1 ci-dessus: cette question de flexibilité accrue des crédits doit être traitée avec les banques, elle ne devrait pas présenter de difficultés insurmontables.
- ad 2: le crédit de stand by, dont le montant articulé de 20 millions de dollars paraît considérablement trop élevé, doit être négocié avec les banques, comme ce fut le cas pour l'Argentine. Il y aurait intérêt pour le Brésil à ce qu'il obtienne de tels crédits sans garantie des gouvernements respectifs. Il serait préférable de ramener la durée de 4 à 2 ans, éventuellement avec possibilité de prorogation.
- ad 3: abstraction faite de ce que le délai de 15 ans est trop long, il n'est pas encore possible de se prononcer avec précision sur ce

- 3 -

point. A une solution selon l'"accord Inde" il y aura peut-être lieu de préférer une solution d'assouplissement raisonnable des conditions de la garantie contre les risques d'exportation, en accord étroit avec les autres pays européens. Des consultations internationales sont d'ores et déjà envisagées à cette fin. Pour le moment, il ne paraît pas possible de prévoir l'utilisation de tels crédits pour le paiement de livraisons de pays tiers et encore moins pour celui de travaux locaux.

D. A cette occasion, nous n'avons pas manqué de soulever à nouveau la question de l'emprunt de la ville de Rio de Janeiro 5 %, dit "unassented", en souffrance depuis de nombreuses années. Selon M. Campos, cette affaire est actuellement à l'examen et le gouvernement central s'efforce de trouver la solution juridique devant permettre sa liquidation.

E. Selon une information de l'Ambassade de France à Berne, il semble qu'au sein de la Commission Economique Européenne, à laquelle d'autres pays notamment la Grande-Bretagne et la Suisse pourraient s'associer en l'occurrence, les autorités françaises assureraient en quelque sorte le leadership de consultations multilatérales tendant à permettre aux pays européens sollicités d'adopter une attitude commune à l'égard du Brésil. Selon l'Ambassade d'Italie à Berne, informée par ses autorités, le gouvernement britannique aurait proposé de réunir les représentants des pays européens visités par la délégation brésilienne, à la fin de son voyage en Europe, pour examiner en commun la suite à donner aux demandes brésiliennes. De telles consultations et la coordination envisagée nous paraissant fort utiles, nous nous y intéresserons de plus près.

F. Simplement pour comparaison, nous énumérons les demandes présentées à l'Italie par la délégation brésilienne:

1. crédits courants des banques en faveur du Banco do Brasil: 30 millions de dollars, à 180 jours;
2. crédit de stand by, de 50 millions de dollars, à 2 ou 4 ans;
3. prêt de 70 millions de dollars au Banco do Brasil, à terme de 15 ans, avec 5 ans de carence et intérêt de 5 %, pour le paiement des livraisons de biens d'équipement en cours d'exécution. [Notons que pour la Suisse, la délégation brésilienne n'a pas demandé un tel étalement des paiements pour les affaires en voie d'exécution].
4. crédit de 150 millions de dollars, à terme de 10 ou 15 ans, avec 5 ans de carence, pour le paiement des livraisons de biens d'équipement à venir.

G. Nous reviendrons à cette affaire quand elle sera plus avancée.

DEPARTEMENT FEDERAL DES FINANCES
ET DES DOUANES

(sig.) Bourgknecht